Accusations d'islamophobie contre des professeurs : les élus étudiants de Sciences-Po Grenoble relaxés (MàJ)

26/11/2024 à 19h56



26/11/24

En 2021, l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble s'était retrouvé dans la tourmente alors que des étudiants accusaient deux professeurs d'islamophobie. Selon le tribunal administratif, il ne s'agit pas là d'une « atteinte à l'ordre public ».

Le gouvernement avait alors dénoncé la « mise en danger » des enseignants par ces étudiants et la ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal avait réclamé des « sanctions ».

Le Parisien

10 mai 2021

Le rapport est disponible ici.

https://twitter.com/lucas_jaku/status/1391064744455335942
https://twitter.com/lucas_jaku/status/1391410600237019138
https://twitter.com/lucas_jaku/status/1391416542827618309

https://twitter.com/lucas_jaku/status/1391416930544783362
https://twitter.com/lucas_jaku/status/1391431731601985538
https://twitter.com/lucas_jaku/status/1391480488557228036

8 mai 2021

L’inspection de l’Éducation nationale vient d’écrire un rapport d’enquête de 60 pages au vitriol sur cet «événement inadmissible». Il révèle comment une controverse entre deux enseignants sur un sujet d’actualité sensible, l’islamophobie, a dégénéré en une crise ouverte affectant l’ensemble de l’Institut d’études politiques (IEP). C’est le résultat d’une accumulation de maladresses, d’erreurs d’appréciation, de réactions à contretemps, de manquements et de fautes de tous les acteurs, dont la directrice de l’IEP, nouvellement nommée en pleine crise du Covid et inexpérimentée. **Le rapport évoque également un climat délétère minant cet établissement bien avant cette controverse.**

(…)

Première faute pointée par le rapport, la réponse de la directrice de l’IEP n’évoque à aucun moment la gravité des accusations d’islamophobie diffusées par des élus étudiants sur les réseaux sociaux à l’encontre d’un professeur de l’établissement, facilement identifiable. Et elle n’exige pas la suppression de ce message accusatoire. Les étudiants publient d’autres messages agressifs, appelant à la délation envers un deuxième enseignant, M.B., concernant son cours sur l’Islam. **Mise au courant, la directrice n’intervient toujours pas alors que ces messages relèvent visiblement de la diffamation et de l’injure. C’est lorsque les deux enseignants en prennent connaissance qu’elle finit par réagir. Mais la situation continue de dérailler de façon inexorable.**

(…)

En réalité, tirant parti d’une division des enseignants en

deux camps à laquelle conduisait le «communiqué» du directoire du laboratoire, l'US (union syndicale des étudiants) a voulu en profiter pour exclure de l'IEP des enseignants qui ne partagent pas ses opinions politiques. **Comme l'ont dit tous les étudiants et un certain nombre d'enseignants aux inspecteurs: «Ce sont les seuls profs de droite à l'IEP…»**

Le Figaro

https://twitter.com/F_Desouche/status/1390994404010254339

---

12 mars 2021

https://twitter.com/BFMTV/status/1370309486913654784
https://twitter.com/BFMTV/status/1370300753164840960

---

10 mars 2021

À l'issue du conseil d'administration de ce mardi 9 mars, la directrice de l'IEP a fait savoir que l'un des deux professeurs accusé d'islamophobie avait fait l'objet d'un rappel à l'ordre.

« Le ton des professeurs est problématique »

Contactée par téléphone, elle explique que « si une motion a été approuvée pour rappeler les valeurs fondamentales de cette université mais aussi souligner les efforts pris par la direction pour essayer de retrouver la sérénité », l'équipe pédagogique et la direction sont « stupéfaites par le "détaillement" médiatique » dont fait preuve l'un des professeurs ayant vu son nom placardé. Elle rappelle que « si

la liberté de la parole et de la parole académique sont les garanties du bon fonctionnement » de l'IEP, « elles s'accompagnent d'un droit de réserve. »

(…) Sabine Saurugger est aussi revenue sur les propos des professeurs qui leur ont valu les collages du 4 mars. Elle estime que si les professeurs peuvent débattre de l'islam, le ton employé est « extrêmement problématique ». Elle révèle aussi que les professeurs ont fait l'objet d'un rappel à l'ordre et qu'une « incitation au dialogue a été entreprise ».

Le Dauphiné

> *Procès en "islamophobie" à Sciences-Po : Thomas Mandroux, l'un des principaux délateurs, enfonce le clou dans les colonnes de "Révolution permanente", soutien sans faille des islamistes du CCIF*

---

9 mars 2021

https://twitter.com/BFMTV/status/1369346376111382533

L'Union syndical Sciences Po Grenoble (Isère) s'est exprimé, mardi 9 mars 2021, demandant des sanctions contre les enseignants

accusés d’avoir tenu des propos islamophobes.

Le principal syndicat étudiant de **Sciences Po Grenoble** (**Isère**) exige des sanctions, vis-à-vis des professeurs accusés d’avoir tenu des propos islamophobes, *« tant qu’ils ne se seront pas excusés ».*

> *Ces attaques médiatiques n’ont eu qu’un seul effet : occulté les problèmes de fond, à savoir les déclarations sur les personnes musulmanes, et leur stigmatisation.*

L’Union syndicale estime que *« certains propos, tenus par ces enseignants, dans des mails par exemple lors de sa la semaine pour l’égalité, ont été perçus comme extrêmement offensants. Il est nécessaire d’en parler dans le cadre de la lutte contre les discriminations, et de recentrer le débat sur le cœur du sujet ».*

actu.fr

---

https://twitter.com/CNEWS/status/1369201573595844611
https://twitter.com/CNEWS/status/1369212952763596800

---

8 mars 2021

Les deux enseignants visés par des accusations d’islamophobie à l’Institut d’études politiques (IEP) de Grenoble font l’objet de mesures de protection susceptibles d’être renforcées, a déclaré ce lundi le ministre de l’Intérieur Gérald Darmanin en déplacement à Gannat (Allier).

Avec la ministre de l’Enseignement supérieur Frédérique Vidal,

« nous avons fait contacter aujourd'hui les deux enseignants. Des mesures de protection sont prises. Je ne voudrais pas les détailler ici, ne serait-ce que parce qu'elles doivent être discrètes », a indiqué le ministre à la presse.

Gérald Darmanin a ajouté avoir demandé à ce sujet une « évaluation par la cellule Uclat (Unité de coordination de la lutte antiterroriste), c'est-à-dire ceux qui évaluent les dangers qu'il y a sur les personnalités ». Si cette évaluation « démontre qu'il y a un danger particulier », les deux enseignants « seront – évidemment il faudrait qu'ils l'acceptent – protégés par la police personnellement », a-t-il affirmé.

20minutes

Il regrette que la *"diversité des idées"* soit *"menacée par une idéologie unique, située à l'extrême gauche et qui ne supporte pas la contradiction"*. Sur LCI, Klaus Kinzler, professeur d'allemand à Sciences Po Grenoble, s'est défendu face aux accusations d'islamophobie lancées à son encontre, et contre l'un de ses collègues. La semaine dernière, leurs noms et leurs photos ont même été placardés à l'entrée de l'institution sur des affichettes indiquant : *"Des fascistes dans nos amphis. L'islamophobie tue"*.

https://twitter.com/LCI/status/1368887332129148930
Actuellement en congé maladie, Klaus Kinzler regrette que peu de ses collègues enseignants le soutiennent. *"J'ai un noyau dur de gens qui me soutiennent mais c'est une minorité"*, a-t-il estimé sur LCI. *"La majorité m'est hostile, de plus en plus, de par des mails assez intolérables. Je suis pour beaucoup celui qui porte la responsabilité de cette situation, qui ternit l'image de l'établissement".*

LCI

7 mars 2021

Klaus Kinzler est l'un des deux professeurs accusés d'islamophobie à Science-Po Grenoble. Sur Europe 1, il dénonce le manque de soutien d'une partie de ses collègues. Assurant n'avoir "pas peur", il dit vouloir continuer à "défendre la liberté dans le milieu académique".

(…)

"On a essayé de me punir"

Mais plus que l'attitude de ces étudiants, Klaus Kinzler fustige celle de ses collègues, dont ***"une bonne partie ne me soutiennent pas ou pas vraiment"***. Ces derniers, estime-t-il, ***"sont très loin à gauche et ont plutôt ont des sympathies pour ceux qui défendent le terme islamophobie"***.

"On a essayé de me punir", poursuit-il. *"Et ce ne sont pas les étudiants, mais mes collègues, pour le fait d'avoir exprimé un avis différent de la doxa d'extrême-gauche dans ce chapitre."*

Revenant sur les affiches mentionnant son nom, le professeur d'allemand assure que cela ne *"l'émeut pas outre-mesure"*. *"Les méthodes de l'UNEF et des plus extrémistes des étudiants n'ont pas changé depuis 50 ans"*, relativise-t-il. *"Il n'y a rien de bien nouveau."* Et Klaus Kinzler, refusant tout parallèle avec la situation de Samuel Paty, assassiné au mois d'octobre. *"C'est un débat entre universitaires, je ne veux pas trop dramatiser"*, répond-il. *"Ce que je regrette, c'est que je ne sois pas soutenu par la plupart de mes collègues, qui sont plus proches de ces étudiants extrêmes que de moi, qui suis un libéral centriste convaincu depuis 40 ans. C'est ça qui m'effraie, beaucoup plus que ce qu'ont fait les étudiants."*

Europe 1

---

https://twitter.com/PaulSugy/status/1368382601690546176
https://twitter.com/PaulSugy/status/1368456382454841345

---

6 mars 2021

Contacté, le professeur incriminé par le syndicat étudiant nous a indiqué qu'il ne voulait pas s'exprimer sur cette affaire, car il réfléchit avec son avocat à engager une procédure judiciaire. Il nous a cependant avoué craindre pour sa sécurité. ***"Il est terrorisé à l'idée de se faire tuer"***, avertit Arnaud Lacheret. ***"Il y a des gens extérieurs à l'IEP qui sont venus à son cours. Une fois, l'un d'entre-eux est venu demander où il habitait"***, glisse l'étudiant Pierrick Serpinet, lui aussi très inquiet pour la sécurité de son professeur.

France 3

---

https://twitter.com/BFMTV/status/1368262616414629889

---

https://twitter.com/J_Bardella/status/1368307317465378826
https://twitter.com/lucas_jaku/status/1368250662216155139
https://twitter.com/lucas_jaku/status/1368133946731560963
https://twitter.com/unigrenoble/status/1368270392515788800

---

https://twitter.com/lucas_jaku/status/1368130817583685633

Une enquête ouverte

Ce samedi 6 mars 2021, le procureur de Grenoble, **Eric Vaillant, a annoncé qu'il ordonnait une enquête pour « injure publique envers un particulier par parole, écrit, image ou moyen de communication au public par voie électronique, un délit puni de 12.000€ d'amende ».**

Cette enquête, confiée au commissariat de police de Grenoble, a également été ouverte pour « dégradation ou détérioration légère de bien destine à l'utilité ou la décoration publique par inscription, signe ou dessin, un délit puni de 15.000€ d'amende »

La plainte déposée par l'USIEPG classée sans suite

Le procureur indique par ailleurs avoir décidé de classer sans suite pour « infraction insuffisamment caractérisée » la plainte déposée pour discrimination syndicale par l'Union Syndicale Sciences Po Grenoble (USIEPG) « à l'encontre d'un des professeur visé par les affiches ».

Cette plainte se fondait sur un mail envoyé par cet enseignant où il interdisait aux étudiants appartenant à ce syndicat de suivre ses cours.

[…]

Actu.fr

---

https://twitter.com/F_Desouche/status/1368173745702113286

Quelques mois après l'assassinat de Samuel Paty, le spectre des accusations d'islamophobie refait surface. Les noms de

deux professeurs de l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Grenoble en étant accusés ont été placardés le 4 mars avec des collages devant l'établissement. D'après nos informations, l'un d'eux a déposé plainte et l'IEP un signalement. Une affaire révélatrice selon l'un des enseignants d'un climat de tension au sein de l'école, où le débat sur l'islam serait devenu "*tabou*".

(…) Cet enseignant qui officie depuis 25 ans au sein de l'établissement doute de la pertinence du concept d'"*islamophobie*" utilisé pour désigner des discriminations dont feraient l'objet des musulmans en raison de leur religion.

(…) Quelques échanges plus tard, Klaus Kinzler relaie les propos d'un de ses collègues, Vincent T., lui apportant son soutien et alertant sur l'usage grandissant du terme "*islamophobie*" utilisé y compris pour remettre en question la laïcité française ou le droit au blasphème : "*Charlie Hebdo était accusé d'islamophobie. Samuel Paty était accusé d'être islamophobe. La loi de 2004 est accusée d'être islamophobe. Le blasphème est islamophobe. La laïcité est islamophobe.*"

(…) Auprès de *Marianne*, Klaus Kinzler assume : "*je n'aime pas l'islam sous sa forme actuelle, sous sa forme d'islamisme et de fondamentalisme. J'ai peur de ce fondamentalisme qui a pris le pouvoir depuis 50 ans dans les pays musulmans. Mais je n'ai jamais de ma vie été un islamophobe ni pensé que je n'aimais pas les musulmans.*" (…)

"Mettre ma vie en danger"

Trois jours plus tard, sans que l'on sache s'il y a eu des menaces,Vincent T. écrit dans un mail adressé à ses étudiants et transmis à *Marianne* par l'une d'elles : "*Pour des raisons que je ne peux expliquer par mail, je demande à tous les étudiants qui appartiennent au syndicat dit "Union Syndicale" de quitter immédiatement mes cours et de ne jamais y remettre*

les pieds“, avant d’ajouter : “*Je ne comprends pas, du reste, pourquoi ils n’ont pas d’eux-mêmes demandé à changer de* [cours] *puisque ma personne leur est tellement insupportable qu’ils sont prêts à mettre ma vie en danger.*“

(…) “*Je ne nie pas que mon cours comporte une approche critique de l’islamisme (est-ce cela qui choque ?) et même de certains aspects de l’islam dans sa configuration actuelle (mais quoi ? rêve-t-on de remplacer mon cours par un enseignement théologique dispensé par un imam ?). Mais le problème n’est pas dans les problèmes de définition : il est dans l’usage des étiquettes qui, aujourd’hui, on le sait, peuvent tuer.* ***Que des étudiants puissent, dans le contexte actuel, quelques semaines seulement après l’affaire Paty, se permettre ce genre de stigmatisation a quelque chose d’odieux et de méprisable quand on sait les conséquences épouvantables que cela peut avoir via les réseaux sociaux.***“

Marianne

---

5 mars 2021

Ce jeudi, leurs noms étaient affichés en grosses lettres à l’entrée de l’établissement, accolés aux mots «fascistes» ou encore «l’islamophobie tue». Les deux enseignants craignent à présent pour leur sécurité et celle de leur famille.

Ce jeudi 4 mars, deux professeurs de Sciences Po Grenoble ont eu la désagréable surprise de découvrir leurs noms inscrits en grosses lettres sur les murs de leur IEP, à l’occasion d’un «*collage*» sauvage qui survient alors que certains responsables syndicaux de l’école sont engagés depuis plusieurs semaines dans un mouvement de lutte contre la direction.

«*Des fascistes dans nos amphis*» et «*l’islamophobie tue*» :

voici ce que l'on pouvait notamment lire à côté de l'entrée principale de Sciences Po Grenoble, à côté des noms de deux professeurs appelés à la démission par les auteurs de ces collages. Le visage de l'un des deux professeurs, caricaturé mais aisément reconnaissable, était également placardé à côté de ces slogans. Si les affichages ont été retirés dans l'après-midi suivant les faits, ils ont en revanche été relayés par plusieurs comptes sur les réseaux sociaux, notamment la page Grenoble en lutte, qui relaie fréquemment les publications et communiqués de l'Union syndicale…

Le Figaro

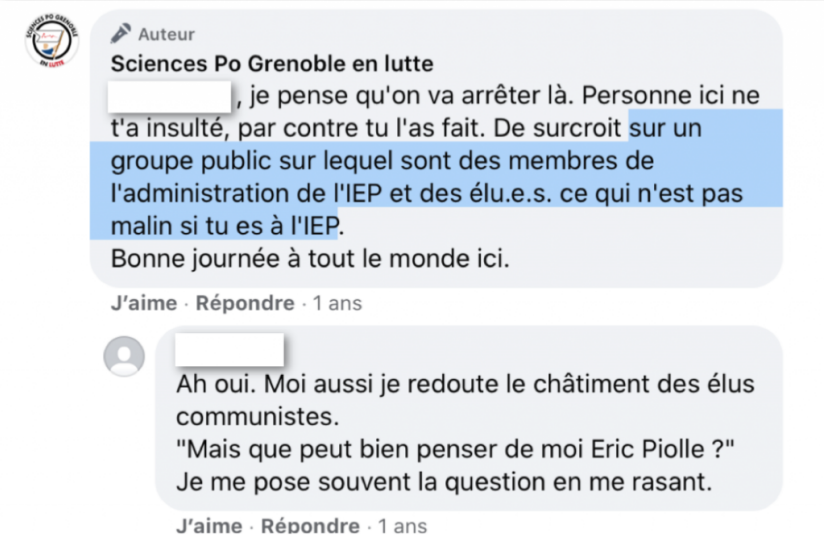
---

1 mars 2021

Tout démarre le 7 janvier, par le biais d'un communiqué diffusé sur le réseau social Facebook via Sciences Po Grenoble en lutte *(Extrême gauche)* partagé par l' **Union Syndicale Sciences Po Grenoble**

> *…un groupe public sur lequel sont des membres de l'administration de l'IEP et des élu.e.s. ce qui n'est pas malin si tu es à l'IEP*

"Sciences Po Grenoble en Lutte" qui semble donc rompu à l'usage de la menace, comme ici avec un détracteur



Le communiqué dans son intégralité :

Des propos d'un enseignant à l'IEP de Grenoble

À l'attention de la communauté de Sciences Po Grenoble.

I. Rappel des faits :

Du 30 novembre au 6 décembre 2020, dans le cadre de la Semaine pour l'Égalité, un échange de mails a lieu au sein du groupe de préparation de la journée "Racisme, islamophobie, antisémitisme". En s'opposant à la présence du terme "islamophobie" dans cet intitulé, un enseignant a développé un discours que nous jugeons inacceptable et s'est montré particulièrement virulent envers une enseignante-chercheuse de l'institut d'études politiques de Grenoble.

Dans un contexte où les discours islamophobes fleurissent aux quatre coins de l'échiquier politique et sont désormais portés par des membres du gouvernement, où l'indépendance de la recherche universitaire est mise en cause sous couvert de lutte contre "l'islamo-gauchisme" qui gangrènerait l'université, il nous paraît, nous étudiant·e·s à l'IEP de Grenoble, nécessaire de réagir avec fermeté.

Suite à un communiqué du laboratoire PACTE, il a publié l'échange de mails sur son site internet pour évoquer avec ses étudiant·e·s la "cancel culture" dont il se veut victime. Nous proposons ici une analyse des mails en libre accès. Extraits choisis.

II. Nier l'islamophobie participe à la renforcer

"Une journée consacrée au thème "Racisme, islamophobie et antisémitisme" reste une très mauvaise idée […] elle serait une insulte aux victimes réelles (et non imaginaires) du racisme et de l'antisémitisme"

"l'immense majorité des cas de discriminations des musulmans aujourd'hui (et ces cas de discrimination existent, évidemment !), n'a que peu ou pas de rapport avec la religion mais relève du racisme pur et simple"

Pour nous, parler de "victimes imaginaires" c'est sous-entendre que les discriminations et violences subies par les personnes musulmanes ne sont dues qu'à leur apparence physique et non pas à leur religion supposée. Or c'est un des

ressorts de l'islamophobie : toute personne perçue comme arabe est assimilée à l'Islam et constitue de fait un ennemi de l'intérieur.

"une notion fourre-tout et inventée de toute pièce comme arme idéologique dans une guerre mondiale menée par des "Fou de Dieu"

Ici, notre enseignant prétend que l'islamophobie est "une arme idéologique" créée de toutes pièces par des "fous de Dieu". Or l'usage du concept est loin d'être l'apanage des fondamentalistes. Faire cette affirmation, c'est déposséder une communauté discriminée de son lexique. Dans ce cas, comment combattre un mal sans le nommer ? Cette rhétorique a pour effet sinon pour but le statu-quo.

A. Qu'est-ce que l'islamophobie ?

L'islamophobie prend de multiples formes : des polémiques sans fin sur le port du foulard à la présence quotidienne de l'extrême droite sur les plateaux de télé, des agressions bel et bien physiques et l'invisibilisation de ces violences en prime.

Entre le projet de loi dit "confortant les principes républicains", le ministre de l'intérieur "choqué" d'un "communautarisme" qu'il impute aux rayons halal des supermarchés, et la fermeture abusive d'écoles hors-contrat pour le même motif, les preuves d'une islamophobie d'État sont nombreuses. Remettre en question le vécu des personnes victimes d'islamophobie en usant d'arguments d'autorité est abjecte.

Nier cette violence revient à nier le vécu de millions de personnes. Et bien que la diversité soit moindre à Sciences Po, certaines de ces personnes sont des membres de notre école, personnel·le·s d'entretien ou d'administration, chercheur·euse·s, professeur·e·s, étudiant·e·s...

Nous soutenons évidemment ces personnes.

B. L'islamophobie a une existence autonome

"Les musulmans ont-ils été persécutés, ghettoïsés, tués, exterminés pendant des siècles, comme l'ont été les juifs ?"

Selon nous, prétendre que le terme “islamophobie” n’a pas sa place accolé aux oppressions millénaires que sont le racisme et l'antisémitisme induit une échelle de la souffrance que nous prenons pour abjecte et dangereuse. Ainsi nous refusons de nous y plier. Bien que la haine des musulmans ait des similitudes concrètes avec la haine des juifs, elles ont toutes deux une existence autonome. En clair, l’islamophobie n’a pas besoin d’être légitimée par la comparaison à une autre discrimination pour intégrer le “club des oppressions millénaires.”

"Je propose donc, comme base de discussion, une journée libellée ainsi : “Racisme, Antisémitisme et autres formes de discriminations contemporaines (islamophobie, homophobie, misogynie etc, à vous de remplir la liste..)”

Non, l’islamophobie, l’homophobie et la misogynie ne sont pas des “formes de discriminations contemporaines”. L'affirmation est lunaire, au mieux une erreur, au pire une falsification historique. L'islamophobie est bien ancrée dans l'histoire de France, rappelons-nous entre autres des cérémonies de dévoilement dans les colonies françaises en Algérie. L'homophobie l'est également : le fait que le mariage homosexuel ne soit légalisé qu'en 2013 n'est-il pas la preuve de l'existence d'une homophobie d'État ? Enfin le sexisme n'est-il pas le régime de domination favori des Anciens et des Modernes, comment peut-on le classer dans les "discriminations contemporaines" ?

À ce stade, il convient de rappeler que si les revendications féministes, LGBT+ et anti-islamophobie n'ont émergé dans le débat public que récemment, ces oppressions n'en sont pas pour autant récentes. C'est au contraire l'invisibilisation et la silenciation de ces populations, dues à l'oppression dont elles sont victimes, qui entravent leur parole.

"les départements en "gender studies", "race studies" et autres "études postcoloniales"[...] sortent leur production de nouveaux livres et articles "scientifiques" dont les conclusions sont strictement hallucinantes (pour des personnes normalement constituées)"

L'affirmation selon laquelle l'homophobie et la misogynie seraient des discriminations contemporaines va de pair avec une vision réactionnaire des gender, race et postcolonial studies (qu'il nomme aussi "élucubrations de l'esprit"). Sans rentrer plus en avant dans une confrontation d'idées qui n'est pas l'objet de cette lettre, nous sommes atterré·e·s par ce que nous vivons comme un manque de respect, non seulement envers des disciplines scientifiques mais aussi envers celleux qui les font vivre.

Nous sommes scandalisé·e·s d'une telle réécriture de l'histoire au nom de la liberté d'expression et au titre que la divergence a du bon. Si la divergence a sa place à l'IEP, l'extrême droite n'a sa place nulle part.

III. Un discours ancré à l'extrême droite

"on [le gouvernement français] s'intéresse désormais de plus près aux nombreuses organisations et associations de "lutte contre l'islamophobie" qui, jusqu'ici, malgré leur proximité souvent avérée avec les milieux salafistes, étaient fort respectées notamment dans les milieux militants de gauches [...]"

Ici, bien que notre professeur n'utilise pas le terme "islamo-gauchiste", il est impossible pour nous de ne pas rapprocher ces propos d'un discours bien précis et relayé par plusieurs médias ces derniers mois. À titre d'exemple, le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer fustigeait récemment "l'islamo-gauchisme [qui] fait des ravages à l'université".

Cette rhétorique n'est pas neuve et les islamo-gauchistes d'aujourd'hui sont les "judéo-bolchéviques" d'hier. Dans l'entre-deux guerres, l'extrême-droite développait grâce à cette notion un discours antisémite et anticommuniste. Depuis 20 ans, elle fantasme une alliance objective entre l'extrême gauche et les musulman·e·s (amalgamé·e·s en intégristes). L'extrême droite associe deux de ses principaux ennemis pour les disqualifier d'une pierre deux coups.

"et si vous me dites que les terroristes se trompent et que ce n'est pas l'Islam, alors pourquoi n'y a-t-il pas des millions de musulmans dans la rue pour le crier haut et fort, immédiatement, après chaque attentat, pourquoi ?"

Surprise ! Les musulman·e·s ont aussi un travail, respirent, jouent et mangent, il est utopique de penser qu'iels pourraient sortir immédiatement dans la rue crier leur tristesse et leur colère. Feindre de s'interroger, c'est selon nous sous-entendre qu'iels restent impassibles et témoigne d'une grande méconnaissance de ces personnes. Pire, n'est-ce pas là supposer que les personnes de confession musulmane tolèrent tacitement les attaques terroristes ? La question est posée.

Affirmer que les musulman·e·s restent silencieux·euses face aux attentats est tout bonnement faux. En revanche, il est impératif de réfléchir à pourquoi il est attendu des musulman·e·s des preuves de leur désapprobation, et pourquoi

d'elleux seulement ? Demande-t-on aux catholiques de se désolidariser de l'auteur de l'attentat contre la mosquée de Bayonne ? De condamner les actes de pédophilie commis au sein de l'Église ? Demande-t-on aux chauves de se désolidariser de Jean-Michel Blanquer ? Présumer de la culpabilité des musulman·e·s, c'est tomber dans le piège de l'extrême droite et des terroristes.

"c'est à mon tour de vous suggérer, vivement, la lecture d'une interview avec un directeur de recherche du CNRS, Philippe d'Iribarne, paru dans Le Monde du 3 septembre 2019"

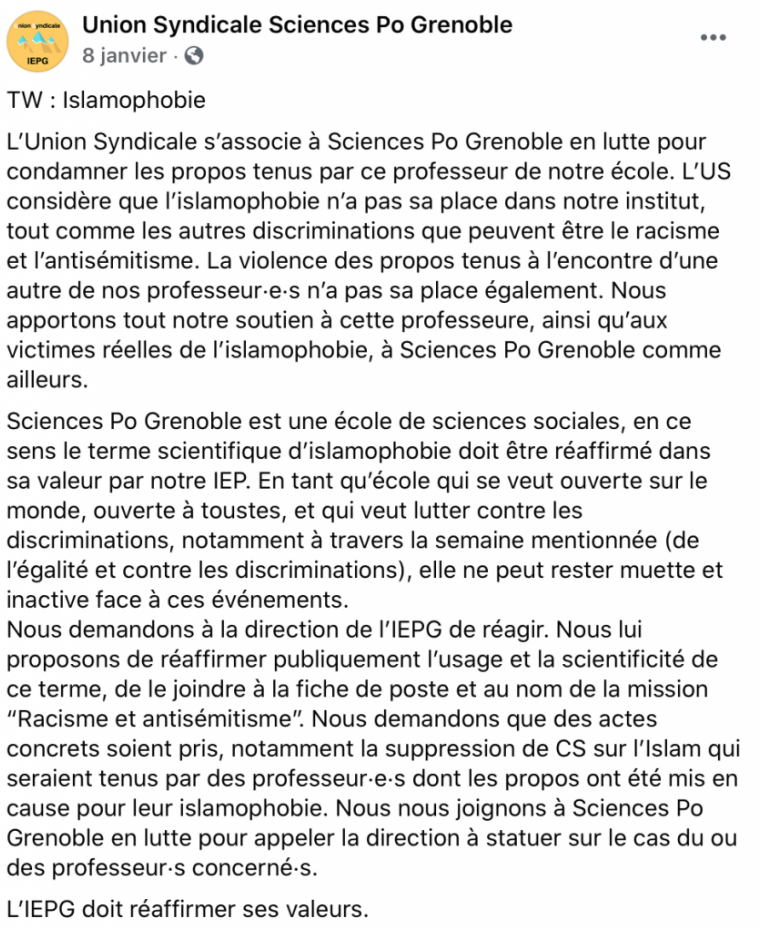
Enfin, notons que la seule référence qu'il cite pour appuyer ses propos est un article de Philippe d'Iribarne, auteur d'*Islamophobie - Intoxication idéologique*. Qui est donc ce Philippe d'Iribarne ? S'il est directeur de recherche au CNRS, il a des tribunes dans Valeurs Actuelles et sur TVLibertés, une webtélé fondée par des anciens du Front National et des militants du milieu identitaire.

IV. Nous invitons la communauté de Sciences Po Grenoble et sa direction à réagir

Qui peut prétendre être égalitaire sans prendre position ? Cet enseignant a dit vouloir participer en tant que discutant à la table ronde dite "Racisme, islamophobie, antisémitisme". La semaine pour l'Egalité n'est pas la semaine de l'égalité des points de vue. Tous les points de vue ne se valent pas, nous jugeons le discours de cet enseignant intolérable. C'est pourquoi nous appelons à boycotter l'événement s'il était choisi comme discutant.

C'est aussi pourquoi nous appelons particulièrement la direction à statuer sur son cas et à prendre des mesures pour lutter contre l'islamophobie dans notre établissement.

Agrémenté, ce communiqué, sera repris le 8 janvier par l' "Union Syndicale Sciences Po Grenoble"



Union Syndicale Sciences Po Grenoble
8 janvier ·

TW : Islamophobie

L'Union Syndicale s'associe à Sciences Po Grenoble en lutte pour condamner les propos tenus par ce professeur de notre école. L'US considère que l'islamophobie n'a pas sa place dans notre institut, tout comme les autres discriminations que peuvent être le racisme et l'antisémitisme. La violence des propos tenus à l'encontre d'une autre de nos professeur·e·s n'a pas sa place également. Nous apportons tout notre soutien à cette professeure, ainsi qu'aux victimes réelles de l'islamophobie, à Sciences Po Grenoble comme ailleurs.

Sciences Po Grenoble est une école de sciences sociales, en ce sens le terme scientifique d'islamophobie doit être réaffirmé dans sa valeur par notre IEP. En tant qu'école qui se veut ouverte sur le monde, ouverte à toustes, et qui veut lutter contre les discriminations, notamment à travers la semaine mentionnée (de l'égalité et contre les discriminations), elle ne peut rester muette et inactive face à ces événements.
Nous demandons à la direction de l'IEPG de réagir. Nous lui proposons de réaffirmer publiquement l'usage et la scientificité de ce terme, de le joindre à la fiche de poste et au nom de la mission "Racisme et antisémitisme". Nous demandons que des actes concrets soient pris, notamment la suppression de CS sur l'Islam qui seraient tenus par des professeur·e·s dont les propos ont été mis en cause pour leur islamophobie. Nous nous joignons à Sciences Po Grenoble en lutte pour appeler la direction à statuer sur le cas du ou des professeur·s concerné·s.

L'IEPG doit réaffirmer ses valeurs.

Depuis lors, l' "Union Syndicale Sciences Po Grenoble" multiplie les actions, visant plus particulièrement l'enseignant susmentionné, mais également désormais d'autres…

---

22 février

---

27 février

Union Syndicale Sciences Po Grenoble
samedi

Communiqué de l'Union Syndicale suite au mail diffamatoire et discriminant de M. [redacted] de Jeudi dernier.

